



UPFI

Urban
Projects
Finance
Initiative

Facilité d'Investissement pour le Voisinage (FIV)

2013-2022

Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte,
Jordanie, Palestine, Liban

Imaginons le sud de la Méditerranée demain... 245 millions de personnes vivant en zone urbaine. Un défi urbain de taille pour cette région du monde.



L'Union pour la Méditerranée (UpM), l'Union européenne (UE), l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) se sont engagées pour réussir la transition vers des villes méditerranéennes durables.

L'Initiative pour le Financement de Projets Urbains (UPFI), sous délégation de 5,2 millions d'euros de la Commission européenne, a accompagné les porteurs de projets dans le sud et l'est de la Méditerranée pour préparer et financer des projets de développement urbain ambitieux et novateurs qui visent la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la mise à niveau urbaine.

UPFI en chiffres

(Février 2022)

245 
millions de citoyens en 2025 dans la région

7 
pays bénéficiaires

30^{ne} 
de projets identifiés

18 
études de faisabilité et assistances techniques menées

5 
projets financés par les bailleurs partenaires d'UPFI et les Etats

465 
M € d'investissements octroyés

7 
institutions internationales engagées



Le label UpM

Le label UpM est accordé aux projets UPFI au potentiel le plus élevé et leur offre ainsi une plus large visibilité et reconnaissance régionales.

La région sud-méditerranéenne connaît une véritable « **explosion démographique urbaine** » : d'ici 2025, près de 245 millions de personnes vivront en zone urbaine. Afin de **répondre aux besoins croissants de ces populations**, le développement urbain doit permettre, à travers une approche intégrée et multisectorielle, une occupation équilibrée d'un territoire doté d'infrastructures et d'équipements performants. Un défi majeur pour la région qui nécessite à la fois un renforcement des capacités des maîtrises d'ouvrages et une mobilisation d'expertise complémentaire, mais également un important soutien financier.

L'initiative UPFI **a accompagné les projets de développement urbain durable et intégré**, sélectionnés dans les pays du sud de la Méditerranée, en apportant l'assistance technique nécessaire et des solutions financières pour mutualiser les synergies existantes entre les financements des bailleurs européens. UPFI est née d'un partenariat initié et placé sous l'égide de l'Union pour la Méditerranée depuis l'inscription en 2011 du développement urbain dans ses priorités d'intervention. L'UpM a fait appel à l'Agence française de développement et à la Banque européenne d'investissement pour piloter l'initiative UPFI, financée par l'Union européenne.

7 pays sont bénéficiaires d'UPFI : l'Algérie, l'Égypte, la Palestine, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie.

UPFI a été un processus innovant mutualisant des outils techniques et financiers de différentes institutions dans l'atteinte d'un objectif commun : construire un référentiel de villes durables en Méditerranée.

UPFI s'est déroulée en trois étapes :

1 – L'identification de projets grâce à des critères du développement urbain intégré (niveau d'approche intégrée, impact économique, social et environnemental, degré d'innovation, potentiel de répliquabilité dans la région méditerranéenne...).

2 – La préparation des projets identifiés par la réalisation d'études de faisabilité et le renforcement des capacités des porteurs de projets.

3 – Le financement et le suivi des projets par les institutions financières internationales, au premier rang desquelles, la BEI, l'AFD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la banque de développement allemande (KfW).

UPFI a permis l'identification d'une trentaine de projets dont 18 ont été présélectionnés. Il s'agit de grands projets urbains (re)développant des morceaux de ville (quartiers densément peuplés, grands territoires, front

de mer), ou se concentrant sur des filières à fort impact économique et social, ou encore de programmes nationaux de développement territorial.

À la suite de cette phase de présélection, des prestations spécifiques d'assistance technique ont été réalisées sur les fonds UPFI afin d'analyser la faisabilité de ces projets en mobilisant une expertise locale et internationale. Cette seconde étape devait permettre aux projets sélectionnés d'atteindre la dernière étape du financement et de la mise en œuvre.

Cinq projets ont à ce jour été ou doivent être financés par les bailleurs partenaires d'UPFI et/ou les États bénéficiaires, en Palestine, en Tunisie, au Maroc et au Liban, grâce à l'appui technique d'UPFI.

NOS PROJETS

Ces projets ont bénéficié d'un appui UPFI pour compléter les études de faisabilité technique, institutionnelle et financière et accompagner les maîtrises d'ouvrages locales dans la préparation des investissements prévus ou de préfiguration de projets.

LOCALISEZ NOS PROJETS

Avertissement:
L'ensemble des projets identifiés n'est pas localisé sur cette carte.

ÉGYPTE
ALEXANDRIE
p.9
Projet de réhabilitation du district du coton et de ses alentours

ÉGYPTE
GIZA NORD
p.10
Projet de développement urbain au Caire

JORDANIE
AQABA
p.11
Projet de développement urbain intégré

ALGÉRIE
ALGER
p.6
Ateliers collaboratifs et identification de projets de développement urbain

ALGÉRIE
ALGER
p.7
Ateliers collaboratifs sur l'amélioration de la gestion des déchets solides

ALGÉRIE
ALGER
p.8
Étude sur le réaménagement des sites ferroviaires



JORDANIE
MULTI-VILLES
 Programme national de développement régional et local

LIBAN
MULTI-VILLES
 Programme d'aménagement urbain

MAROC
AGADIR
 Projet de création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service

MAROC
MULTI-VILLES
 Appui à la préparation des investissements des villes en matière d'eau et d'assainissement

MAROC
MULTI-VILLES
 Appui à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine et la réhabilitation des bâtiments menaçant ruine

MAROC 
RABAT
 Projet d'aménagement de la vallée du Bouregreg

MAROC
TÉTOUAN
 Projet d'aménagement de la vallée de l'Oued Martil

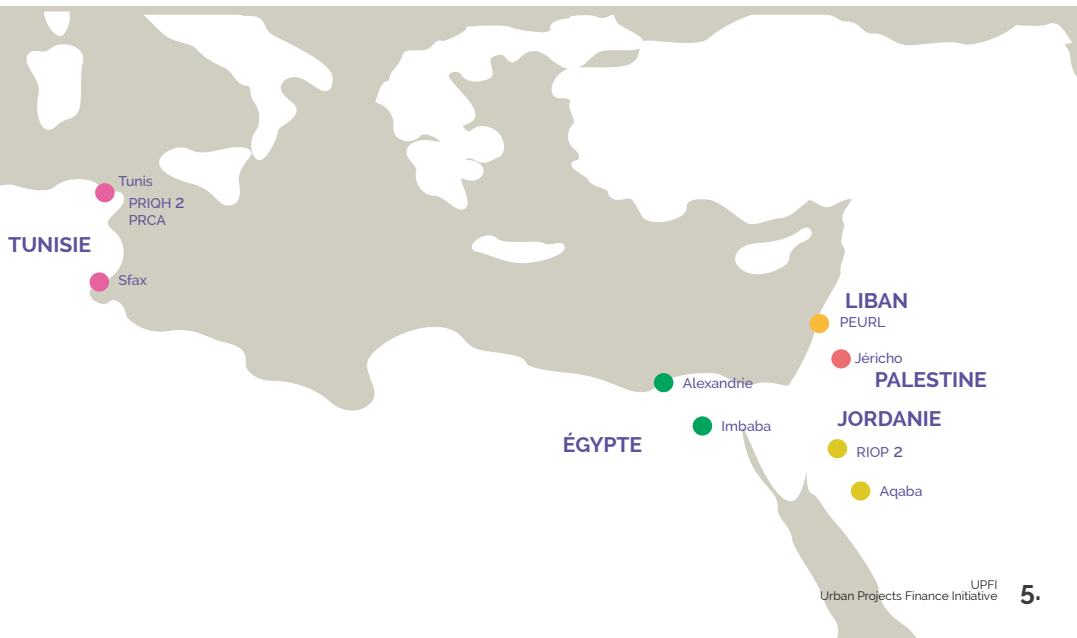
PALESTINE 
JÉRICO
 Projet urbain de régénération multi-sites

TUNISIE
MULTI-VILLES
 Étude sur le positionnement stratégique des opérateurs du logement abordable

TUNISIE
MULTI-VILLES
 Programme d'intervention dans les centres anciens

TUNISIE
MULTI-VILLES
 Programme de réhabilitation et d'intégration des quartiers d'habitation

TUNISIE 
SFAX
 Projet d'aménagement du front de mer de Taparura



ATELIERS COLLABORATIFS ET IDENTIFICATION DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT URBAIN



© ID&S pour l'AFD

LE PROJET

Mener une réflexion collective sur des sujets urbains, favoriser l'échange d'expériences et identifier de nouveaux projets

Deux ateliers de travail collaboratifs ont été organisés et devaient être suivis d'un appui technique auprès des ministères algériens bénéficiaires afin d'identifier, sur ces thématiques, de nouveaux projets pouvant bénéficier d'une préparation technique et d'un financement au titre d'UPFI.

Ces ateliers visaient à renforcer la coopération et le dialogue technique entre les autorités algériennes et leurs homologues européens sur ces thématiques urbaines, et contribueront à la structuration de projets concrets d'investissement.

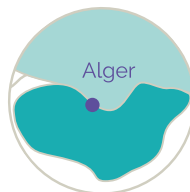
Le premier atelier sur la valorisation des friches ferroviaires et la création de pôles d'échanges multimodaux s'est tenu fin avril 2018 et a réuni les équipes du ministère des Transports et ses opérateurs, des experts européens et des représentants de l'AFD. Le deuxième atelier s'est tenu fin novembre 2018. Étaient présents des opérationnels issus des organismes algériens clés dans le renouvellement des tissus anciens ainsi que des experts internationaux. L'objectif était de réfléchir aux problématiques et aux enjeux liés aux opérations de renouvellement urbain tels que le montage technique et la programmation des opérations, la constitution de la maîtrise d'ouvrage, le modèle financier de ce type d'opération ou encore les expertises à mobiliser.

2 ATELIERS DE TRAVAIL FONDÉS SUR LE DIALOGUE ET LA CO-CONSTRUCTION

4 SITES PILOTES IDENTIFIÉS POUR NOURRIR LA RÉFLEXION COLLECTIVE

LE GRAND ALGER ET LA POLITIQUE ALGÉRIENNE D'URBANISME

Le plan stratégique de développement du Grand Alger (2015-2035) et la Politique gouvernementale en matière d'habitat, d'urbanisme et de la ville (2015-2019) consacrent une place importante aux questions de rénovation, renouvellement et revalorisation de grands secteurs urbains.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● Financement et montage

○ Réalisation



© ID&S pour l'AFD

Porteurs du projet

Ministère algérien des Travaux Publics et des Transports, et ses opérateurs (EMA, SNTF)
Ministère algérien de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville

ATELIERS COLLABORATIFS SUR L'AMÉLIORATION DE LA GESTION DES DÉCHETS SOLIDES



LE PROJET

Réflexion collaborative avec les acteurs de la filière de gestion des déchets solides

Trois ateliers multi-acteurs de réflexion collective sur les pistes d'amélioration du fonctionnement de la filière de gestion des déchets solides ont été organisés en 2021. Ils ont réuni des représentants des institutions nationales en charge de la mise en œuvre de la stratégie algérienne de gestion des déchets solides, ainsi que des acteurs locaux responsables des activités de la filière à l'échelle des territoires (pré-collecte, collecte et traitement/valorisation des déchets).

L'Agence nationale des déchets (AND), le ministère de l'Environnement, les wilayas, les communes, des associations locales et des EPIC de collecte/traitement des déchets ont été invités à partager leurs expériences entre acteurs algériens, et avec les experts recrutés par l'AFD pour l'organisation et l'animation de ces trois séquences. Les participants représentaient quatre wilayas, couvrant ainsi la diversité territoriale, démographique et économique du pays : Alger, Oran, Biskra et Ghardaïa.

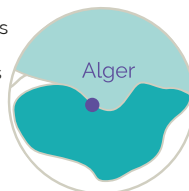
Ce cycle d'ateliers participe à une étude de diagnostic du secteur algérien de la gestion des déchets solides, conduite par l'AFD, en collaboration avec l'AND, et financée par UPFI.

3 ATELIERS DE CO-CONSTRUCTION ET D'INTELLIGENCE COLLECTIVE

UNE VINGTAINE DE STRUCTURES DIFFÉRENTES IMPLIQUÉES

LA GESTION DES DÉCHETS EN ALGÉRIE

La croissance démographique, le développement socio-économique, l'urbanisation et les changements de modes de consommation entraînent une augmentation constante de la production de déchets solides sur le territoire algérien. La saturation des décharges a des répercussions en matière d'hygiène, de santé publique, de risques environnementaux et de changements climatiques. L'AND promeut les techniques de tri, de collecte, de transport, de traitement, de valorisation et d'élimination des déchets. Les collectivités locales sont chargées de mettre en œuvre les services de gestion des déchets.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● **Financement et montage**

○ Réalisation



© Agence nationale des déchets

Porteur du projet

Agence nationale des déchets (AND) et ministère de l'Environnement

ÉTUDE SUR LE RÉAMÉNAGEMENT DES SITES FERROVIAIRES



© Nina FADJI

LE PROJET

Accompagner les partenaires algériens dans l'analyse de la faisabilité de projets de réaménagement des sites ferroviaires, et tester la démarche sur deux sites pilotes d'Alger

À l'issue d'un atelier collaboratif sur le thème de la valorisation du patrimoine foncier ferroviaire, une étude a été lancée en 2019, sur fonds UPFI, pour accompagner le ministère algérien des Transports, la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) et l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) dans la conception de projets de réaménagement de sites ferroviaires. Deux sites pilotes ont été identifiés :

- Dans l'hypercentre d'Alger, la gare de l'Agha accueille une part importante des flux de personnes et de marchandises. La SNTF a bénéficié d'un appui technique dans l'analyse de la faisabilité du projet de réaménagement de ce site et pour la mise en place d'une démarche partenariale avec les autres acteurs du territoire.
- La station de métro de Haï El Badr relie des quartiers périphériques de la métropole algéroise à l'hypercentre. Une étude de faisabilité du projet de transformation de la station de métro en pôle d'échange multimodal intégré au quartier de Haï El Badr a été réalisée, et des scénarios de valorisation des fonciers autour de la station ont été proposés à l'EMA.

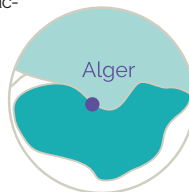
Des ateliers de travail sont venus compléter cette étude afin de co-construire une méthodologie et d'outiller le ministère des Transports, la SNTF et l'EMA pour la conception et la mise en œuvre de projets de réaménagement de sites ferroviaires sur tout le territoire algérien.

2 PROJETS PILOTES
ACCOMPAGNÉS

APPUI DIRECT ET DÉDIÉ
À 3 PARTENAIRES ALGÉRIENS

LES TRANSPORTS FERROVIAIRES EN ALGÉRIE

Dans un contexte d'urbanisation croissante, les infrastructures de transport ont un rôle crucial à jouer pour promouvoir des solutions de mobilité urbaine durables, améliorer la qualité de vie en ville et accroître l'attractivité économique des différents quartiers d'Alger. La valorisation des sites ferroviaires, patrimoine à forte valeur sur les plans économique, fonctionnel et urbanistique, est au cœur des réflexions et orientations stratégiques de l'État algérien et de ses opérateurs.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI



© Groupement AREP Ville – Menighetti Parvis – EY

Porteurs du projet

Ministère des Transports et ses opérateurs (EMA et SNTF)
Autorité organisatrice des transports urbains d'Alger (AOTUA)
Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF)
Wilaya d'Alger

PROJET DE RÉHABILITATION DU DISTRICT DU COTON ET DE SES ALENTOURS



© INTA pour l'AFD

LE PROJET

Une seconde vie pour les friches industrielles de l'Alexandrie du XIX^e siècle

Minat Al Bassal, ancien district industriel du coton au XIX^e siècle, est un site unique du patrimoine moderne égyptien. Sa réhabilitation offrirait l'opportunité d'un redéveloppement économique local et stimulerait celle du quartier voisin défavorisé de Kafr Ashry, situé dans la partie centrale d'Alexandrie.

Ce projet, porté par le gouvernorat d'Alexandrie, vise à développer synergies et complémentarités entre ces deux quartiers qui bénéficient d'une localisation idéale pour en faire une nouvelle zone d'activités mixte. Il consiste à rénover les entrepôts industriels de Minat Al Bassal dans le cadre d'une réutilisation urbaine adaptative, à aménager les abords du canal Mahmoudieh, à réaliser de petits travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre pour les espaces publics et les façades de Kafr Ashry, et à améliorer l'accessibilité de cette zone. Ce projet, qui promeut la culture et le patrimoine industriels auprès des Alexandrins, développera également un nouveau pôle urbain, source d'opportunités et d'emplois pour les habitants.

2

QUARTIERS
RÉHABILITÉS

8

BÂTIMENTS DU
PATRIMOINE URBAIN
CONCERNÉS

UNE VINGTAINÉ
D'ACTEURS
ÉGYPTIENS ET
INTERNATIONAUX
IMPLIQUÉS

ALEXANDRIE

Alexandrie est le plus grand port égyptien et la seconde métropole du pays. Avec 5,2 millions d'habitants et une superficie de 300 km², la densité de population est forte, notamment à Minat Al Bassal et Kafr Ashry. La réhabilitation et le développement de ces quartiers centraux sont au cœur de la stratégie urbaine du gouvernorat d'Alexandrie.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● **Financement et montage**

○ Réalisation



© INTA pour l'AFD

Porteurs du projet

Gouvernorat d'Alexandrie
Holding du coton
Banques égyptiennes

PROJET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN AU CAIRE



© Pierre-Arnaud BARTHELEMY, AFD

LE PROJET

Réaménagement urbain durable d'un quartier précaire

Depuis les années 1990, le gouvernorat de Giza a lancé un projet de redéveloppement urbain intégré au bénéfice des 950 000 habitants des quartiers d'Imbaba et d'Al Warrak. Après la transformation du terrain de l'ancien aéroport d'Imbaba en une zone urbaine à usages mixtes, l'aménagement du secteur de Kawmeya est désormais à l'étude. Ce projet de redéveloppement urbain offrira des équipements collectifs de base, des activités génératrices d'emplois et de revenus, et des espaces publics. Ainsi, deux centres communs de services seront créés dans Kawmeya et les zones avoisinantes seront aménagées à travers la réhabilitation d'éléments du bâti, l'amélioration des routes et la mise à niveau des services essentiels (eau, énergie, assainissement...). Le projet explore également la faisabilité d'un plan d'aménagement pour la zone urbaine, à l'ouest de la Ring Road, fortement impactée par l'extension de l'habitat irrégulier.

Ce projet d'aménagement de quartier précaire a été labellisé par l'UpM en 2014.

Le projet de Kawmeya (Giza Nord – Imbaba / Al Warrak) a été inscrit au budget national du gouvernement égyptien.

70

HECTARES
RÉAMÉNAGÉS

50 000

BÉNÉFICIAIRES

250 000

UTILISATEURS
POTENTIELS
DES NOUVEAUX
SERVICES PUBLICS
ET ÉQUIPEMENTS

LE SECTEUR DE GIZA NORD

Giza Nord, constitué principalement des quartiers d'Imbaba et Al Warrak, comptait en 2006 près de 878 000 habitants concentrés sur 1 319 hectares. Cette zone urbaine non aménagée, la plus peuplée d'Égypte, souffre d'une urbanisation accrue incontrôlée et de conditions de vie détériorées.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● Financement et montage

○ Réalisation



© ARTELIA pour l'AFD

Porteurs du projet

Gouvernorat de Giza
Ministère égyptien
du Logement, des
Services publics et des
Communautés urbaines

PROJET DE DÉVELOPPEMENT URBAIN INTÉGRÉ



© INTA pour l'AFD

LE PROJET

Moderniser et réhabiliter Aqaba grâce à un développement urbain intégré

La ville d'Aqaba a lancé un programme d'aménagement urbain pour redynamiser plusieurs quartiers en développant leurs espaces publics tout en améliorant les transports en commun et la gestion des déchets.

Ce projet de réaménagement, mené par l'Autorité Spéciale pour la Zone Économique d'Aqaba (ASEZA), s'articulait autour de la réhabilitation et la redynamisation du centre-ville et le renforcement des liens entre les différentes parties d'Aqaba : le centre, son souk, la vieille ville, le port de pêche, les quartiers résidentiels, les secteurs hôteliers et le terminal de croisière.

L'objectif de ce projet UPFI était d'assurer une expansion urbaine équilibrée et un aménagement structuré afin d'établir un cadre cohérent permettant d'absorber la croissance économique et démographique future de la ville. Cette stratégie de mise à niveau urbaine devait renforcer *in fine* l'attractivité touristique et économique d'Aqaba, et améliorer la qualité de vie offerte à ses résidents.

198 500
HABITANTS EN 2017

280 000
BÉNÉFICIAIRES
POTENTIELS
DU PROJET

375 km²
DE LA ZONE
STRATÉGIQUE
D'AQABA
COUVERTS PAR
LE PROJET

AQABA

Porte d'entrée du commerce international et pôle industriel majeur de la Jordanie, Aqaba est également une des premières destinations touristiques du pays grâce à sa localisation sur les bords de la mer Rouge et sa proximité avec Petra et le Wadi Rum.



DÉTAILS

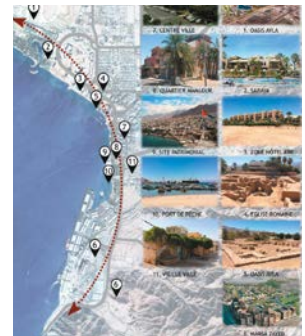
Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● **Financement et montage**

○ Réalisation



© INTA pour l'AFD

Porteur du projet

Aqaba Special Economic Zone Authority (ASEZA)

PROGRAMME NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL (PHASE 2)



© IBF pour l'AFD

LE PROJET

Renforcer les moyens techniques et financiers des municipalités

Bien préparées, les municipalités sont le meilleur échelon pour identifier et répondre aux besoins des populations locales. À la suite d'un premier programme, le ministère jordanien des Affaires municipales et UPFI souhaitent lancer un second programme de développement régional et local (PDRL) destiné à renforcer les capacités et les investissements des municipalités jordaniennes.

Composé d'investissements identifiés pour chaque municipalité bénéficiaire et d'un volet d'appui-conseils, ce PDRL 2 devait accompagner les collectivités jordaniennes dans le montage, la réalisation et la gestion de leurs projets de développement urbain.

L'objectif final était d'aider les municipalités à fournir à leurs administrés un meilleur cadre de vie urbain et un service plus efficace et de meilleure qualité dans la réalisation opérationnelle des projets urbains, tout en renforçant l'équilibre territorial du pays.

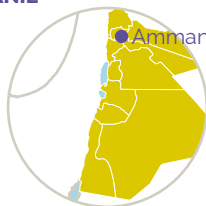
8 VILLES
INTERMÉDIAIRES
BÉNÉFICIAIRES

QUALITÉ DE VIE
AMÉLIORÉE POUR
LES POPULATIONS

DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
LOCAL

LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN JORDANIE

Le secteur municipal jordanien doit être renforcé, ses prérogatives étant cruciales pour la qualité de vie des populations : collecte des déchets, planification urbaine, gestion des espaces publics, équipements publics... Les municipalités jouent également un rôle clé dans le développement économique local.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● **Financement et montage**

○ Réalisation



© IBF pour l'AFD

Porteur du projet

Ministère jordanien des Affaires municipales

PROGRAMME D'AMÉNAGEMENT URBAIN



© Pierre-Arnaud BARTHEL, AFD

LE PROJET

Renforcer la résilience des villes libanaises et favoriser un développement urbain intégré

La crise syrienne impacte fortement les capacités de gestion et augmente la pression exercée sur les services et infrastructures des villes libanaises. L'afflux de réfugiés, couplé à un historique d'urbanisation accrue et peu maîtrisée, renforce les problématiques urbaines auxquelles font face les municipalités et affecte l'accès aux services de base pour les populations migrantes et les populations libanaises hôtes.

Pour répondre aux besoins de la population en constante augmentation, les autorités libanaises renforcent leur intervention en faveur d'un développement urbain intégré et socio-économique local.

UPFI a appuyé le Conseil du Développement et de la Reconstruction (CDR) dans la conception et mise en œuvre d'un programme d'aménagement qui englobera des villes de différentes tailles et plusieurs projets répondant à des enjeux urbains divers : revitalisation intégrée ; expansion maîtrisée et logement ; aménagement, tourisme et protection du littoral ; services et respect de l'environnement...

90%

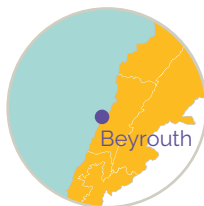
DE LA POPULATION
VIT EN ZONE URBAINE

+1,5 M

DE RÉFUGIÉS ACCUEILLIS
DEPUIS LE DÉBUT
DE LA CRISE SYRIENNE

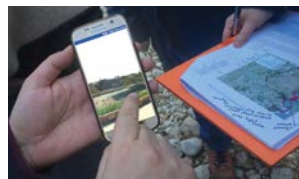
L'URBANISATION AU LIBAN

Le Liban a connu une urbanisation rapide faiblement encadrée par les autorités. Les enjeux urbains sont multiples : surdensité, étalement, habitat informel, vulnérabilité du patrimoine, manque d'infrastructures et services. Or le développement urbain est crucial pour répondre aux besoins économiques et sociaux du Liban.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI



© Pierre-Arnaud BARTHEL, AFD

Porteur du projet

Conseil du Développement
et de la Reconstruction (CDR)

PROJET DE CRÉATION D'UNE LIGNE DE BUS À HAUT NIVEAU DE SERVICE



LE PROJET

Moderniser les transports en commun pour renforcer l'attractivité économique et touristique d'Agadir

Le Grand Agadir, responsable de la mobilité urbaine pour neuf communes, rénove son réseau de transports publics. Cette modernisation mise sur la création d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), performante et respectueuse de l'environnement, et sur la création d'une Société de Développement Local (SDL) dédiée à la gestion de la mobilité urbaine. Cette ligne de BHNS de 15 km, partant du port d'Agadir jusqu'à Tikiouine, dessert notamment le souk et les universités. Des pôles d'échanges sont également implantés le long de cette ligne marocaine de BHNS.

La création d'une SDL pour la mobilité urbaine, la planification stratégique de la mobilité, et le caractère intercommunal de la démarche font du BHNS Agadir un projet novateur.

15 km
DE LIGNE DE BUS
PERFORMANT ET
RESPECTUEUX DE
L'ENVIRONNEMENT

60 000
BÉNÉFICIAIRES
PAR JOUR

9 COMMUNES
(1 MILLION
D'HABITANTS)
REGROUPEES
POUR PORTER
LE PROJET

LE GRAND AGADIR

Agadir, avec 1 million d'habitants, est la principale station balnéaire marocaine à l'attractivité touristique et économique florissante. Créé en 2015, l'établissement intercommunal du Grand Agadir regroupe 9 communes: Agadir, Inezgane, Dcheira, Ait Melloul, Lqiaaa, Dragua, Temsia, Taghzout et Aourir.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

✓ Financement
et montage

○ Réalisation



© IBF pour l'AFD

Porteur du projet

Société de Développement
Local (SDL)

Grand Agadir pour la mobilité
et les déplacements urbains
(GAMDU)

APPUI À LA PRÉPARATION DES INVESTISSEMENTS DES VILLES EN MATIÈRE D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT



LE PROJET

Appui aux régies des collectivités locales pour gérer les services publics d'assainissement et de distribution d'eau potable et d'électricité

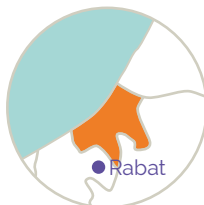
Face à la dynamique de croissance urbaine et aux objectifs ambitieux des autorités marocaines, plusieurs villes souhaitent investir dans les infrastructures d'eau potable et de collecte et traitement des eaux usées, à travers leurs régies municipales autonomes. Dans ce cadre-là, trois consultances ont été contractualisées par l'AFD pour le compte de différentes régies d'eau, d'assainissement et d'électricité marocaines.

La première avait pour objectif un diagnostic stratégique et opérationnel de la Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité de la province de Larache (RADEEL) et un plan d'action pour améliorer ses performances techniques, financières et opérationnelles. Sous la supervision de la Direction générale des collectivités territoriales (DGCT) du ministère de l'Intérieur et des autres régies concernées (RADEEJ, RADEEM, RADEET et RADEETA), il s'agissait également d'établir un diagnostic des besoins et un plan d'action en matière de modernisation et de digitalisation de l'exploitation des régies et de leur supervision par leurs tutelles. La deuxième consultance a accompagné trois régies dans l'établissement d'un modèle financier prospectif. La troisième a mobilisé une expertise technique en matière d'assainissement liquide afin de réaliser une analyse complémentaire des études de faisabilité des projets d'assainissement.

12 RÉGIES AUTONOMES MUNICIPALES OU INTERMUNICIPALES AU MAROC

LES RÉGIES MULTISERVICES AU MAROC

Depuis 1976, l'eau potable et l'assainissement relèvent de la compétence des communes. Elles ont le choix de gérer ces services en régie ou de les déléguer à un opérateur public ou privé. Les collectivités locales détiennent la majorité des voix dans les conseils d'administration des régies. Il existe au Maroc sept régies autonomes communales ou intercommunales de distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement et cinq régies autonomes communales ou intercommunales de distribution d'eau potable et d'assainissement.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

○ **Financement et montage**

○ Réalisation



Porteur du projet

Direction générale des collectivités territoriales (DGCT) du ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc

APPUI À L'AGENCE NATIONALE POUR LA RÉNOVATION URBAINE ET LA RÉHABILITATION DES BÂTIMENTS MENAÇANT RUINE (ANRUR)



LE PROJET

Appui à la structuration et à la montée en charge de l'ANRUR

Les habitats anciens dégradés accueillent des populations économiquement précaires et socialement vulnérables, ce qui contribue à la détérioration du paysage urbain marocain. Après un recensement des projets de rénovation et de préservation des tissus urbains anciens susceptibles de bénéficier, à terme, d'un financement des bailleurs de fonds d'UPFI, une assistance technique a été lancée en décembre 2020, afin d'apporter un soutien à la structuration et à la montée en charge de l'ANRUR.

Le projet consiste à appuyer le ministère de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville (MATNUHPV) dans la déclinaison opérationnelle de la stratégie de l'ANRUR. Le renforcement des capacités est assuré par la définition et la mise en œuvre d'un plan de formation des équipes. Au regard de la feuille de route de l'ANRUR et de son modèle financier, une première estimation des besoins de financement prévisionnel des opérations a été établie. L'appui a par la suite été poursuivi par l'AFD sur fonds propres (tenue des sessions de formation).

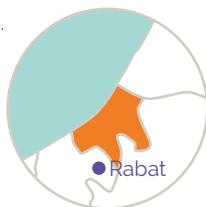
PRÉSERVATION DES
TISSUS URBAINS
ANCIENS

AMÉLIORATION DES
CONDITIONS DE VIE
DES HABITANTS

DÉMARCHE
PARTICIPATIVE

LE MANDAT DE L'ANRUR

Créée au Maroc en 2016, l'ANRUR est au cœur d'une politique à fort potentiel socio-économique. Elle est chargée de la rénovation urbaine des tissus anciens dégradés, par l'amélioration des espaces publics, des infrastructures et des équipements de base, ainsi que de la maîtrise d'ouvrage sociale des opérations et des programmes qu'elle entreprend. Elle prône une démarche participative pour mener à bien ses missions et faire adhérer l'ensemble des acteurs concernés à ses projets.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI



© Espelia/Groupe Huit

Porteur du projet

Agence nationale pour la rénovation urbaine et la réhabilitation des bâtiments menaçant ruine (ANRUR – Maroc)

PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA VALLÉE DU BOUREGREG (SÉQUENCE 3)



© AAVB

LE PROJET

Aménagement intégré et durable de la vallée du Bouregreg

Depuis 2006, l'Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg (AAVB) œuvre afin d'offrir, au sein de l'agglomération Rabat-Salé-Témara, un nouveau lieu de vie, de travail et de loisirs. Reposant sur un développement urbain intégré, cette création d'éco-cité repose sur quatre principes : protéger l'environnement, favoriser une démarche sociale et citoyenne, préserver et réhabiliter le patrimoine, améliorer le cadre de vie des populations.

UPFI soutient l'AAVB dans l'aménagement de la séquence 3 de ce projet composé de 6 séquences. À terme, la séquence 3, à la superficie la plus importante, verra la construction d'équipements à usages mixtes (habitations, bureaux, commerces, espaces publics, hôpital, université...). La restauration du Chellah, nécropole mérinide classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, et le développement d'une agriculture périurbaine seront également réalisés. Cette volonté de créer un référentiel marocain d'écocité a motivé la labellisation, en mai 2015, de la séquence 3 de ce projet par l'UpM.

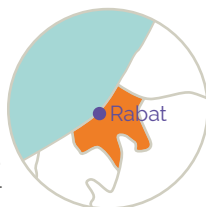
6 000
HECTARES
D'ÉCO-CITÉ

6 ZONES
AMÉNAGÉES

3,2 KM²
CONSTRUCTIBLES
SUR LA SÉQUENCE 3

L'AGGLOMÉRATION DE RABAT-SALÉ-TÉMARA ET LA VALLÉE DU BOUREGREG

Avec ses 2 millions d'habitants, Rabat-Salé-Témara est la deuxième agglomération marocaine sur le plan démographique et économique. Comprenant Rabat, la capitale du Royaume, c'est également le centre politique du Maroc. La préservation des territoires agricoles, du patrimoine et d'un développement durable de la vallée du fleuve Bouregreg, qui traverse l'agglomération, est un enjeu important.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

- Identification
- Faisabilité
- Financement et montage**
- Réalisation



© AAVB

Porteur du projet

Agence pour l'Aménagement
de la Vallée du Bouregreg
(AAVB)

PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA VALLÉE DE L'OUED MARTIL



LE PROJET

Développement urbain intégré et résilience face aux catastrophes naturelles

Le Royaume du Maroc, la wilaya de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, les communes de Tétouan et de Martil travaillent conjointement depuis 2014 à l'Aménagement de la Vallée de l'Oued Martil. Ce vaste projet urbain intégré et durable vise à réconcilier les habitants de la plaine et l'Oued, anciennement inondable, à fort intérêt écologique. Il s'agit notamment d'aménager la vallée en un pôle urbain répondant aux besoins des populations du Grand Tétouan (nouvelles zones urbaines, rénovation des quartiers existants, amélioration de la mobilité) et d'attirer les investissements privés pour favoriser le développement économique local.

La vallée sera divisée en 11 secteurs urbains structurés en pôles afin de répondre à ces objectifs : pôles résidentiel, économique, culturel, commercial, écologique et touristique. En amorce de cet ambitieux projet, les travaux de dépollution de l'Oued Martil et de protection de la vallée contre les inondations ont démarré en 2015.

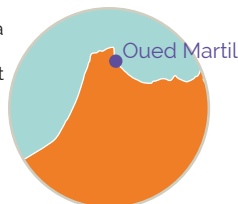
UPFI a soutenu les autorités centrales et locales marocaines, ainsi que la STAVOM dans le montage opérationnel et financier du projet.

1600
HECTARES
AMÉNAGEABLES

11 SECTEURS
URBAINS RÉPARTIS SUR
18,5 KM DE L'OUED

LA VALLÉE DE L'OUED MARTIL

La vallée de l'Oued Martil se situe dans la wilaya de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma à l'extrémité nord-ouest du Maroc. Le projet d'aménagement est situé sur le territoire de la ville de Tétouan et des communes de Martil et Azlaa. L'agglomération de Tétouan, traversée par l'Oued, comptait près de 590 684 habitants en 2015.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

○ **Financement et montage**

○ Réalisation



© STAVOM

Porteur du projet

Société d'Aménagement de la Vallée Oued Martil (STAVOM)

PROJET URBAIN DE RÉGÉNÉRATION MULTI-SITES



© UGP pour l'AFD

LE PROJET

Régénération urbaine aux multiples atouts pour les habitants et l'économie

Afin de dynamiser son développement économique, UPFI s'engage aux côtés de la municipalité de Jéricho pour rénover des installations stratégiques liées aux activités agraires et au tourisme, moteurs de l'économie locale.

La relocalisation de certains équipements à fortes nuisances urbaines dans des zones peu résidentielles valorise les terrains municipaux du centre-ville et permet d'agrandir les espaces publics ouverts à tous.

Un nouvel abattoir conforme aux normes sanitaires et environnementales doit être relocalisé et construit afin de répondre à la consommation de viande locale, tout en évitant les problèmes de santé et de pollution générés par l'ancien abattoir.

Le nouveau garage municipal, construit en périphérie, permet d'entreposer, entretenir et réparer les véhicules de voirie, de collecte des déchets et autres travaux essentiels à la ville.

L'agrandissement du Jardin espagnol, nouvel espace vert ouvert à tous, viendra compléter les activités sportives et le petit parc d'attractions déjà implantés dans le Jardin adjacent.

Ce projet UPFI a été labélisé par l'UpM et ses 43 pays membres en juin 2016.

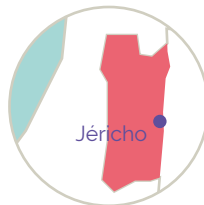
3
SITES
RÉHABILITÉS

50 000
HABITANTS
BÉNÉFICIAIRES

AMÉLIORATION
DES ÉQUIPEMENTS
MUNICIPAUX
CRÉATION
D'ESPACES PUBLICS

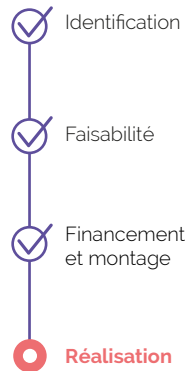
LA RÉGION DE JÉRICO

Principal pôle de la région situé sur la rive ouest du Jourdain en Palestine, la ville joue un rôle crucial dans le développement économique du gouvernorat de Jéricho. La municipalité fait face à des défis urbains propres au statut de Jéricho d'unique ville du gouvernorat.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI



© INTA pour l'AFD

Porteur du projet

Municipalité
de Jéricho

ÉTUDE SUR LE POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DES OPÉRATEURS DU LOGEMENT ABORDABLE



© AFD

LE PROJET

Accompagner la réflexion sur le développement d'une offre publique de logements abordables

Depuis plusieurs années, les bailleurs partenaires d'UPFI ont intégré la thématique du logement abordable en Tunisie (PROVILLE 1 et 2). Les réflexions tenues dans ce cadre ont fait apparaître la nécessité de renforcer la place de la politique du logement et de participer à la résorption des quartiers d'habitat informel qui se développent rapidement.

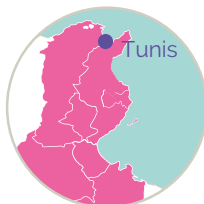
Les objectifs de cette étude étaient d'organiser et d'optimiser les moyens, les outils techniques et les ressources disponibles, d'identifier des programmes en fonction des cibles pour favoriser et accélérer la production de logement abordable. L'assistance technique accompagne les autorités tunisiennes dans un processus de coconstruction avec l'ensemble des acteurs publics intervenants dans la chaîne de production du logement, qu'ils s'agissent des opérateurs publics de logements sociaux, des aménageurs, des financeurs ou des acteurs institutionnels.

Cette étude a également permis de fournir un état des lieux de l'activité des opérateurs publics et de proposer une vision prospective ainsi que des recommandations opérationnelles quant à leur repositionnement. Des axes stratégiques pour améliorer la performance de la politique nationale du logement ont été définis.

HABITAT SPONTANÉ = **37%** DE LA CROISSANCE URBAINE EN TUNISIE

LE LOGEMENT EN TUNISIE

La croissance urbaine rapide qu'a connue la Tunisie ces trente dernières années s'est principalement caractérisée par la prolifération des quartiers autoconstruits sur des terrains non viabilisés, se concentrant essentiellement en périphérie des villes. Le développement de cet habitat spontané s'est encore accéléré depuis la révolution de 2011.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

● **Financement et montage**

○ Réalisation



© AFD

Porteur du projet

Ministère tunisien de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable

PROGRAMME D'INTERVENTION DANS LES CENTRES ANCIENS



© Michael Foley

LE PROJET

Appuyer les autorités tunisiennes dans la définition et la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des centres anciens

L'AFD et la BEI ont intégré la régénération des centres anciens dans leur stratégie d'intervention pour des villes durables en Méditerranée. La BEI a publié l'étude prospective « Médinas 2030, scénarios et stratégies » (2010). L'AFD a soutenu 4 opérations pilotes de réhabilitation de parcours touristiques dans les médinas de Tunis, Sousse, Sfax et Kairouan, livrées en 2016-2017.

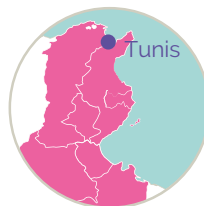
Capitalisant sur ces expériences passées, UPFI a soutenu la conception d'un programme de réhabilitation de centres anciens en Tunisie. Ce programme a permis d'élaborer un cadre d'intervention spécifique à la régénération de la vieille ville tunisienne et de favoriser l'adaptation de ces zones urbaines aux évolutions économiques, sociales et culturelles des territoires. La réhabilitation des centres anciens améliore le cadre de vie des populations, réintègre la vieille ville dans son agglomération, sauvegarde et valorise le patrimoine urbain et culturel, redynamise l'économie, le tourisme, la création d'emplois et de revenus, et permet le retour des secteurs publics et privés dans ces zones urbaines.

UN PROGRAMME MULTI-COMPOSANTES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS ET LIBÉRER LES POTENTIELS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DES CENTRES ANCIENS

UNE CENTAINE DE CENTRES ANCIENS EXISTANTS EN TUNISIE

LES CENTRES ANCIENS TUNISIENS

Ils revêtent diverses formes dont celles de la médina et du quartier européen ancien des 18^e, 19^e et 20^e siècles. Quartiers populaires, ils sont caractérisés par une exclusion urbaine, socio-économique et une dégradation du patrimoine bâti.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

✓ Financement et montage

○ Réalisation



Porteur du projet

Ministère tunisien de l'Équipement, de l'Habitat, de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable

PROGRAMME DE RÉHABILITATION ET D'INTÉGRATION DES QUARTIERS D'HABITATION (PHASE 2)



© ARRU

LE PROJET

Répondre aux besoins des quartiers informels en infrastructures, services et équipements

Les quartiers « populaires » se sont développés de manière spontanée en périphérie urbaine. Souffrant d'un manque d'accès aux services de base et équipements, ces quartiers sont une illustration des fortes inégalités sociales et territoriales tunisiennes. L'État a décidé de renforcer son action en faveur de ces quartiers populaires et de la prévention de l'habitat informel. Les partenaires d'UPFI sont intervenus aux côtés des autorités tunisiennes et de l'ARRU, en soutenant le deuxième Programme de Réhabilitation et d'Intégration des Quartiers d'Habitat (PRIQH).

En continuité avec les acquis du PRIQH 1 et dans une logique de développement urbain intégré, l'objectif est d'intervenir sur les infrastructures de base et de renforcer, dans les quartiers bénéficiaires, l'accès aux équipements sociocollectifs (locaux d'activités culturelles, sportives et de jeunesse) et l'implantation de locaux industriels, moteurs du développement socio-économique local. Les interventions du PRIQH 2 seront fondées sur une approche respectueuse des contextes environnementaux et sociaux des quartiers.

2/3

DE LA POPULATION TUNISIENNE VIT EN ZONE URBAINE

250 M€

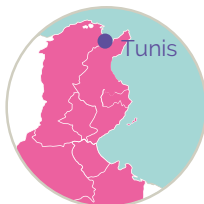
DE FINANCEMENTS TUNISIENS ET EUROPÉENS ALLOUÉS AU PRIQH 1

310

QUARTIERS INFORMELS CIBLÉS PAR LES PRIQH 1 ET 2

LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ET L'HABITAT INFORMEL EN TUNISIE

La Tunisie a connu une urbanisation rapide sur les trente dernières années. Ce phénomène a entraîné la création, majoritairement en périphérie des villes, de quartiers précaires. Ces zones d'habitat informel font face à des problématiques d'accès aux services de base et aux équipements.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI

✓ Identification

✓ Faisabilité

✓ Financement et montage

○ Réalisation



© ARRU

Porteur du projet

Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine (ARRU)

PROJET D'AMÉNAGEMENT DU FRONT DE MER DE TAPARURA



© ARTELIA pour IAFD

LE PROJET

Créer un nouveau quartier urbain à usages mixtes et réconcilier Sfax avec son littoral

Sfax a lancé le projet d'aménagement d'un nouveau quartier axé sur le développement durable. Taparura, « sorti des eaux de la Méditerranée », est un ambitieux projet de développement urbain intégré qui vise à renforcer l'attractivité de la ville portuaire de Sfax.

L'objectif est de créer un quartier à usages mixtes intégré dans le tissu urbain existant et bénéficiant de la localisation littorale du site. Un des enjeux majeurs de cette opération est également la structuration de la Société d'études et d'aménagement des côtes Nord de la ville de Sfax, la SEACNVS, qui pilotera la réalisation de ce grand projet urbain.

En raison de son haut potentiel, ce projet urbain a reçu le label UpM en décembre 2014.

420

HECTARES D'AMÉNAGEMENT
URBAIN DURABLE GAGNÉS
SUR LA MER

50 000
À 70 000

NOUVEAUX RÉSIDENTS
POTENTIELS DU SITE
TAPARURA

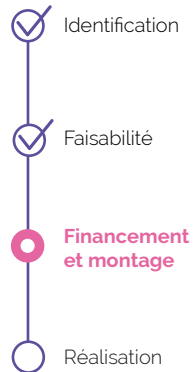
SFAX

Situé dans l'Est tunisien près du Golfe de Gabès, le Grand Sfax, avec plus de 500 000 habitants, est la deuxième métropole et le second pôle économique de la Tunisie grâce à l'exportation de produits agricoles tels que l'huile d'olive et le poisson.



DÉTAILS

Avancée du projet à la clôture d'UPFI



© ARTELIA pour IAFD

Porteur du projet

Société d'Études et
d'Aménagement des Côtes
Nord de la Ville de Sfax
(SEACNVS)

LES INSTITUTIONS PARTENAIRES



L'urbanisation croissante et rapide soulève des enjeux d'équité territoriale, d'accès à l'emploi et de justice sociale auxquels les pays du sud et de l'est de la Méditerranée doivent faire face. L'AFD, qui jouit d'une longue expérience en matière de développement urbain et dispose de modalités d'intervention variées, est cofondatrice et gestionnaire de l'initiative européenne UPFI : initiative innovante, UPFI a vocation à faciliter l'émergence et le financement de projets urbains contribuant dans toute la région à la réduction des inégalités sociales et économiques et à l'attractivité des territoires. »

Rémy RIOUX,
Directeur Général de l'AFD



Le financement du développement urbain intégré est une priorité clé pour la BEI et nous jouons un rôle important dans la réalisation du programme urbain de l'UE à travers nos prêts, nos mixages de prêts et de subventions, ainsi que notre travail de conseil. En tant que cofondateurs d'UPFI, nous considérons cette initiative comme un moyen de préparer des projets urbains innovants et de haute qualité, qui apporteront des bénéfices environnementaux, économiques et sociaux tangibles aux citoyens de la région méditerranéenne, menant ainsi à des communautés durables. En collaboration avec nos partenaires, en particulier la Commission européenne, l'Union pour la Méditerranée et l'Agence française de développement, nous pouvons garantir une coordination étroite associant un soutien technique de pointe, le label de qualité UpM et un financement à long terme. »

Christian KETTEL THOMSEN,
**Vice-Président, Banque européenne
d'investissement (BEI)**



Les villes du futur seront différentes de celles où nous vivons aujourd'hui. C'est donc maintenant que les urbanistes doivent prendre des décisions qui façonneront le visage des villes de demain.

UPFI sert cet objectif en les aidant à sélectionner les projets stratégiques qui contribueront à rendre les villes plus durables. »

Maciej POPOWSKI,
Directeur Général par intérim de la Direction générale de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement (UE)



La région euro-méditerranéenne est confrontée à des défis croissants qui nécessitent une approche régionale et des réponses conjointes. Les catastrophes environnementales, le changement climatique et la pandémie de COVID-19 ont augmenté la pression sur les pays, et la demande de développement urbain durable et intégré n'a jamais été aussi forte. Dans ce contexte, l'Initiative de financement de projets urbains (UPFI) vise à améliorer l'habitabilité des zones urbaines méditerranéennes et représente une étape importante vers le développement durable, la croissance économique et la stabilité dans la région.

L'UpM est reconnaissante aux partenaires d'UPFI pour leur dévouement et leur coopération fructueuse. »

Nasser KAMEL,
Secrétaire Général de l'Union pour la Méditerranée (UpM)

LES PROMOTEURS



Les centres anciens représentent en Tunisie un patrimoine urbain remarquable qui mériterait d'être valorisé, réhabilité, rénové. Malgré les efforts antécédents entrepris par l'État, la société civile et les habitants, les besoins de réhabilitation et de préservation restent importants. Le Programme de régénération des centres anciens – un programme intégré, partenarial avec une approche ascendante – vient concrétiser une volonté de mise en valeur de ce potentiel, une politique nationale de revitalisation des quartiers anciens de nos villes, focalisant non seulement sur l'infrastructure et le logement mais aussi sur le développement socio-économique et culturel.

L'Unité de suivi du projet au sein du ministère de l'Équipement et de l'Habitat a bénéficié d'une assistance technique financée par UPFI qui a permis d'avancer plus rapidement avec un apport enrichissant et un partage d'expertise et d'expérience. »

Inès ZBIBA-AJLANI,
Architecte au ministère de l'Équipement
et de l'Habitat, Tunisie



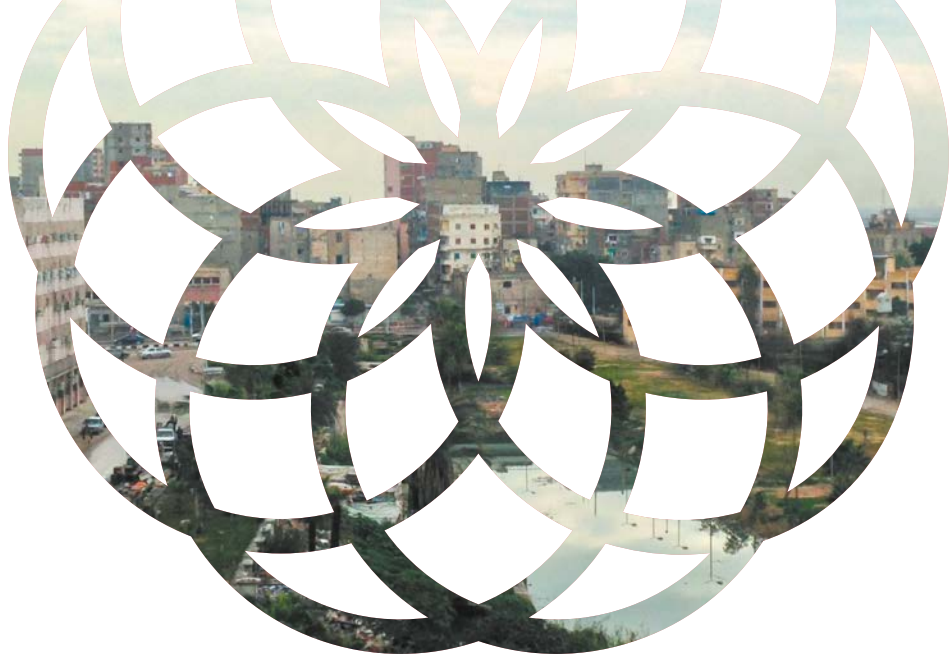
برنامج إحياء المراكز العمرانية القديمة
Programme de Régénération
des Centres Anciens



La Tunisie a connu comme la plupart des pays de la rive sud de la Méditerranée un phénomène d'exode des villes intérieures vers la capitale et autour des grandes villes. Ce phénomène a entraîné l'apparition, de quartiers informels en périphérie des villes, caractérisés par de véritables problématiques urbaines d'accès aux services de base et aux équipements. Au constat de ces profondes inégalités sociales et disparités territoriales, plusieurs programmes ont été exécutés pour résorber ce problème. Le Programme de réhabilitation et d'intégration des quartiers d'habitation 1^{ère} et 2^e génération (PRIQH) initié depuis 2012 par l'État tunisien avec l'appui technico-financier de l'AFD, la BEI et l'UE, constitue un grand tournant dans le mode de conception, de gestion et de mise en œuvre des programmes de réhabilitation exécutés par l'Agence de réhabilitation et rénovation urbaine (ARRU) depuis 40 ans.

Le PRIQH2 qui va permettre l'intervention dans 159 quartiers répartis sur tout le territoire tunisien touchant environ 780 000 habitants pour un coût total d'environ 677 540 MDT, s'inscrit dans le cadre d'une continuité de l'action publique de l'État tunisien tout en présentant certains aspects innovants qui ont été mis en œuvre grâce à l'assistance à maîtrise d'ouvrage apportée par l'AFD et financés par des fonds de l'Union européenne. Cet appui technico-financier devait permettre d'une part d'accompagner l'ARRU dans l'évolution de ses pratiques opérationnelles, de renforcer ses capacités et la qualité des projets qui seront mis en œuvre en favorisant l'implication et la participation des habitants et des communes. D'autre part, cet appui permettra la mise en place de réflexions profondes sur les modes opératoires d'anticipation foncières et d'aide à la résorption de l'habitat informel. »

Saoussen CHEMLY,
**Responsable de la Direction de développement et de l'identification
des projets, Tunisie**



Retrouvez l'ensemble de nos projets sur
www.upfi-med.com



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne sur les fonds de la Facilité d'Investissement pour le Voisinage (FIV). Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne.